

1992, chapitre 36
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES
DE GARDE À L'ENFANCE**

Projet de loi 33

présenté par Mme Violette Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille

Présenté le 14 mai 1992

Principe adopté le 28 mai 1992

Adopté le 22 juin 1992

Sanctionné le 23 juin 1992

Entrée en vigueur: le 23 juin 1992, sauf les dispositions édictées par l'article 3 qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la Loi sur les services de garde à l'enfance

Loi modifiée:

Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)





CHAPITRE 36

Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance

[Sanctionnée le 23 juin 1992]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. S-4.1,
a. 2, remp. **1.** L'article 2 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1), est remplacé par le suivant:

Service
de garde
au niveau
primaire **«2.** Un enfant a droit de recevoir, jusqu'à la fin du niveau primaire, des services de garde de qualité, avec continuité et de façon personnalisée.

Choix Le titulaire de l'autorité parentale a le droit de choisir le service de garde qui lui convient le mieux.

Exigences Ces droits s'exercent en tenant compte de l'organisation et des ressources des organismes et des personnes qui fournissent ces services, des règles relatives à l'exonération, à l'aide financière et aux subventions ainsi que du droit d'un titulaire de permis, d'une commission scolaire ou d'une personne responsable d'un service de garde en milieu familial d'accepter ou de refuser de recevoir un enfant. ».

c. S-4.1,
a. 4, mod. **2.** L'article 4 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant:

«2.1° une corporation sans but lucratif autre que celle visée au paragraphe 2°; »;

2° par le remplacement du paragraphe 5° du premier alinéa par le suivant:

« 5° une personne physique, une société ou une corporation à but lucratif lorsqu'elle n'est titulaire d'aucun autre permis délivré en vertu de la présente loi. ».

c. S-4.1,
a. 5, mod.

3. L'article 5 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 85 des lois de 1979, modifié par l'article 318 du chapitre 26 des lois de 1982 et par l'article 4 du chapitre 59 des lois de 1989, est de nouveau modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant :

« 2.1° une corporation sans but lucratif autre que celle visée au paragraphe 2° ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe 4° du premier alinéa par le suivant :

« 4° une personne physique, une société ou une corporation à but lucratif lorsqu'elle n'est titulaire d'aucun autre permis délivré en vertu de la présente loi. ».

c. S-4.1,
a. 10, mod.

4. L'article 10 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « paragraphes », de « 2.1° , » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « paragraphes » de « 2.1° , ».

c. S-4.1,
a. 10.7,
mod.

5. L'article 10.7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « lorsque la preuve en est exigée par règlement pris en application de l'article 31 » par les mots « lorsque la preuve de cette approbation est exigée par règlement ».

c. S-4.1,
a. 11, mod.

6. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

Territoire

« L'Office fixe le territoire visé au troisième alinéa suivant les critères et les méthodes qu'il détermine par règlement. ».

c. S-4.1,
aa. 17.1 à
17.3, remp.

7. Cette loi est modifiée par le remplacement des articles 17.1 à 17.3 par les suivants :

Approbation
des plans

« **17.1** Le titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie doit soumettre à l'approbation de l'Office :

1° les plans des locaux qu'il envisage d'acquérir ou de louer en vue de changer définitivement l'adresse du service de garde;

2° les plans des modifications aux locaux qui concernent un élément prévu aux normes d'aménagement, de chauffage ou d'éclairage déterminées par règlement et qui sont nécessaires lorsqu'il envisage d'augmenter le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir;

3° les plans de toutes autres modifications qu'il envisage d'apporter aux locaux et qui concernent un élément prévu à ces normes et des travaux d'architecture.

Signature Ces plans doivent être signés et scellés par un architecte.

Décision de l'Office « **17.2** Dans les 60 jours de la réception des plans, l'Office doit rendre sa décision. Il peut refuser d'approuver les plans si les locaux ou les modifications, selon le cas, ne sont pas conformes aux normes.

Conformité des locaux « **17.3** Les locaux acquis ou loués et les modifications effectuées doivent être conformes aux plans approuvés. ».

c. S-4.1,
a. 18.1,
mod. **8.** L'article 18.1 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

c. S-4.1,
a. 20, mod. **9.** L'article 20 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « pour un motif autre que celui indiqué au paragraphe 1° de l'article 18.1 ».

c. S-4.1,
a. 23, mod. **10.** L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 4°, de « 31 » par « 41.6 ».

c. S-4.1,
sous-
section, ab. **11.** La sous-section 3 de la section I du chapitre II de cette loi est abrogée.

c. S-4.1,
a. 33.1, ab. **12.** L'article 33.1 de cette loi est abrogé.

c. S-4.1,
intitulé,
remp. **13.** L'intitulé de la section IV du chapitre II de cette loi est remplacé par le suivant:

« CONTRIBUTION, EXONÉRATION, AIDE FINANCIÈRE ET SUBVENTIONS ».

c. S-4.1,
titre, aj. **14.** Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 38, de ce qui suit:

« § 1.—Contribution ».

c. S-4.1,
a. 39, mod.

15. L'article 39 de cette loi est modifié par l'insertion, après la première phrase, de la suivante: « Cette contribution est exigée du titulaire de l'autorité parentale ou de toute autre personne déterminée par règlement. ».

c. S-4.1,
titre, aj.

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 40, de ce qui suit:

« § 2.—Exonération et aide financière ».

c. S-4.1,
a. 40, mod.

17. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Exonéra-
tion de
paiement

« **40.** Sous réserve de la restriction prévue en application de l'article 41.7, l'Office peut, dans les cas et suivant les conditions, les circonstances et les modalités qu'il détermine par règlement, exonérer partiellement ou entièrement une personne qui en fait la demande du paiement d'une contribution exigée d'elle en vertu de l'article 38 ou 39, par:

1° un titulaire de permis de service de garde en garderie;

2° une personne responsable d'un service de garde en milieu familial;

3° une commission scolaire qui fournit un service de garde en milieu scolaire. ».

c. S-4.1,
a. 41, remp.

18. L'article 41 de cette loi est remplacé par le suivant:

Aide
financière

« **41.** En cas d'exonération et suivant les conditions et modalités qu'il détermine par règlement, l'Office verse une aide financière dont le montant est égal au montant de l'exonération à celui qui pouvait exiger la contribution, sauf s'il s'agit d'un service de garde en milieu familial, auquel cas il la verse au titulaire du permis d'agence pour le compte de la personne qui pouvait exiger cette contribution. ».

c. S-4.1,
a. 41.2,
mod.

19. L'article 41.2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Sommes
payées
en trop

« **41.2** Une aide financière versée sans droit doit être remboursée à l'Office, dans les cas et suivant les conditions et modalités déterminés par règlement, par celui à qui elle a été versée ou pour le compte duquel elle l'a été ou par la personne exonérée. ».

c. S-4.1,
a. 41.3,
mod.

20. L'article 41.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de ce qui suit « demandée conformément à l'article 40 » par les mots « ou le versement d'une aide financière ».

c. S-4.1,
aa. 41.6 et
41.7, aj.

21. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41.5, de ce qui suit :

« § 3.—*Subventions*

Subventions

« **41.6** Sous réserve de la restriction prévue en application de l'article 41.7, l'Office peut accorder des subventions, dans les cas et suivant les conditions, circonstances et modalités déterminés par règlement :

1° au requérant ou au titulaire de permis de service de garde en garderie ;

2° au titulaire de permis de service de garde en jardin d'enfants visé aux paragraphes 1° à 3° de l'article 5 ;

3° au titulaire de permis de service de garde en halte-garderie sans but lucratif ;

4° au requérant de permis d'agence de services de garde en milieu familial ou au titulaire d'un tel permis pour son bénéfice ou celui d'une personne responsable d'un service de garde en milieu familial reconnue par l'agence ;

5° à une commission scolaire qui envisage d'instaurer ou qui offre un service de garde en milieu scolaire ;

6° à une commission scolaire, une municipalité, un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, un autre organisme ou une personne en vue de permettre ou d'encourager le développement ou l'amélioration de la qualité des services de garde à l'enfance, la réponse à des besoins spécifiques de garde ou l'expérimentation ou l'innovation dans le domaine des services de garde à l'enfance.

« § 4.—*Restriction*

Services
visés

« **41.7** Dans chacune des catégories qui suivent :

1° les services de garde en garderie offerts par un titulaire de permis visé aux paragraphes 1° à 4° de l'article 4 ;

2° les services de garde en garderie offerts par un titulaire de permis visé au paragraphe 5° de l'article 4;

3° les agences de services de garde en milieu familial;

4° les services de garde en milieu scolaire;

le gouvernement fixe et répartit annuellement, pour les nouveaux services et agences, suivant les critères, méthodes et normes qu'il détermine par règlement, un nombre de places pour lesquelles une exonération, une aide financière et des subventions peuvent être accordées par l'Office.

Durée du
statut

Un service ou une agence est considéré comme nouveau tant qu'une exonération, une aide financière ou une subvention n'a pas, en raison de l'application du présent article, été accordée pour les services offerts par le service de garde, l'agence ou une personne reconnue par cette dernière, selon le cas. ».

c. S-4.1,
a. 42, mod.

22. L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, de ce qui suit « pour un motif autre que celui indiqué au paragraphe 1° de l'article 18.1 ».

c. S-4.1,
a. 62.1, aj.

23. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62, du suivant:

Immunité

« **62.1** L'Office, ses membres, les membres de son personnel, ses inspecteurs, une personne, un organisme et un établissement public à qui il délègue des pouvoirs en application du deuxième alinéa de l'article 69 de même qu'un administrateur nommé en vertu du troisième alinéa de l'article 30 ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. ».

c. S-4.1,
a. 68, mod.

24. L'article 68 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, avant le paragraphe 2° du deuxième alinéa, du paragraphe suivant:

« 1° identifier les priorités et les besoins de la population en matière de services de garde à l'enfance; »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 6° et après le mot « population » des mots « en tenant compte toutefois des règles relatives à l'exonération, à l'aide financière et aux subventions; ».

c. S-4.1,
a. 68.1, ab.

25. L'article 68.1 de cette loi est abrogé.

c. S-4.1,
a. 72.1, aj.

26. Cette loi est modifiée par l'insertion après l'intitulé du chapitre IV de ce qui suit :

Critères
et normes
du gouver-
nement

« **72.1** Le gouvernement peut par règlement établir les critères, les méthodes et les normes suivant lesquels, en vertu de l'article 41.7, il fixe et répartit annuellement un nombre de places pour lesquelles une exonération, une aide financière et des subventions peuvent être accordées.

Variation

Ces critères, méthodes et normes peuvent varier selon les catégories visées à l'article 41.7. Ils peuvent prévoir des priorités entre ces catégories et dans la répartition des places. ».

c. S-4.1,
a. 73, mod.

27. L'article 73 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 2°, des mots « et prescrire un espace extérieur de jeux ainsi que des normes d'aménagement, d'équipement et d'entretien de cet espace » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 5°, des mots « eu égard aux dimensions et à l'aménagement de ces locaux » par les mots « ou dans l'espace extérieur de jeux prescrit, eu égard aux dimensions et à l'aménagement des lieux » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 6°, des mots « dans les locaux où sont fournis des » par les mots « dans les » ;

4° par l'insertion, après le paragraphe 12° du suivant :

« 12.1° déterminer les critères et les méthodes suivant lesquels est fixé le territoire d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial ; » ;

5° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant :

« 15° déterminer les cas, les conditions, les circonstances et les modalités suivant lesquels des subventions peuvent être accordées en vertu de l'article 41.6, prescrire, dans le cas où la demande de subvention est faite par un titulaire de permis visé au paragraphe 5° de l'article 4, qu'elle doit être accompagnée d'une preuve de l'approbation du comité de parents sur les fins pour lesquelles la subvention est demandée et déterminer la nature de cette preuve ; » ;

6° par le remplacement du paragraphe 20°, par le suivant :

«20° déterminer les personnes autres que le titulaire de l'autorité parentale de qui peut être exigé le montant de la contribution fixée en application de l'article 38 ou 39;»;

7° par l'insertion dans la deuxième ligne du paragraphe 21° et après le mot « exonérée », des mots « partiellement ou entièrement »;

8° par le remplacement du paragraphe 22°, par le suivant:

«22° déterminer les conditions et les modalités suivant lesquelles, en cas d'exonération de contribution, une aide financière est versée;»;

9° par le remplacement du paragraphe 22.1° par le suivant:

«22.1° déterminer les cas, les conditions et les modalités suivant lesquels une aide financière versée sans droit doit être remboursée et déterminer les cas, les circonstances, les conditions et les modalités suivant lesquels cette dette peut être déduite de tout versement d'aide financière à venir;».

Effet

28. L'article 41.7 de la Loi sur les services de garde à l'enfance, édicté par la présente loi, a effet depuis le 14 mai 1992.

Règlement
sans publi-
cation

Le gouvernement peut prendre, au plus tard le 31 décembre 1992, un règlement en vertu de l'article 72.1 de la Loi sur les services de garde à l'enfance édicté par l'article 26 de la présente loi, même si ce règlement n'a pas fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1). Un tel règlement entre en vigueur, malgré l'article 17 de cette loi, à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Un tel règlement peut, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure au 14 mai 1992.

Entrée en
vigueur

29. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 23 juin 1992 sauf celles édictées par l'article 3 qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la Loi sur les services de garde à l'enfance.